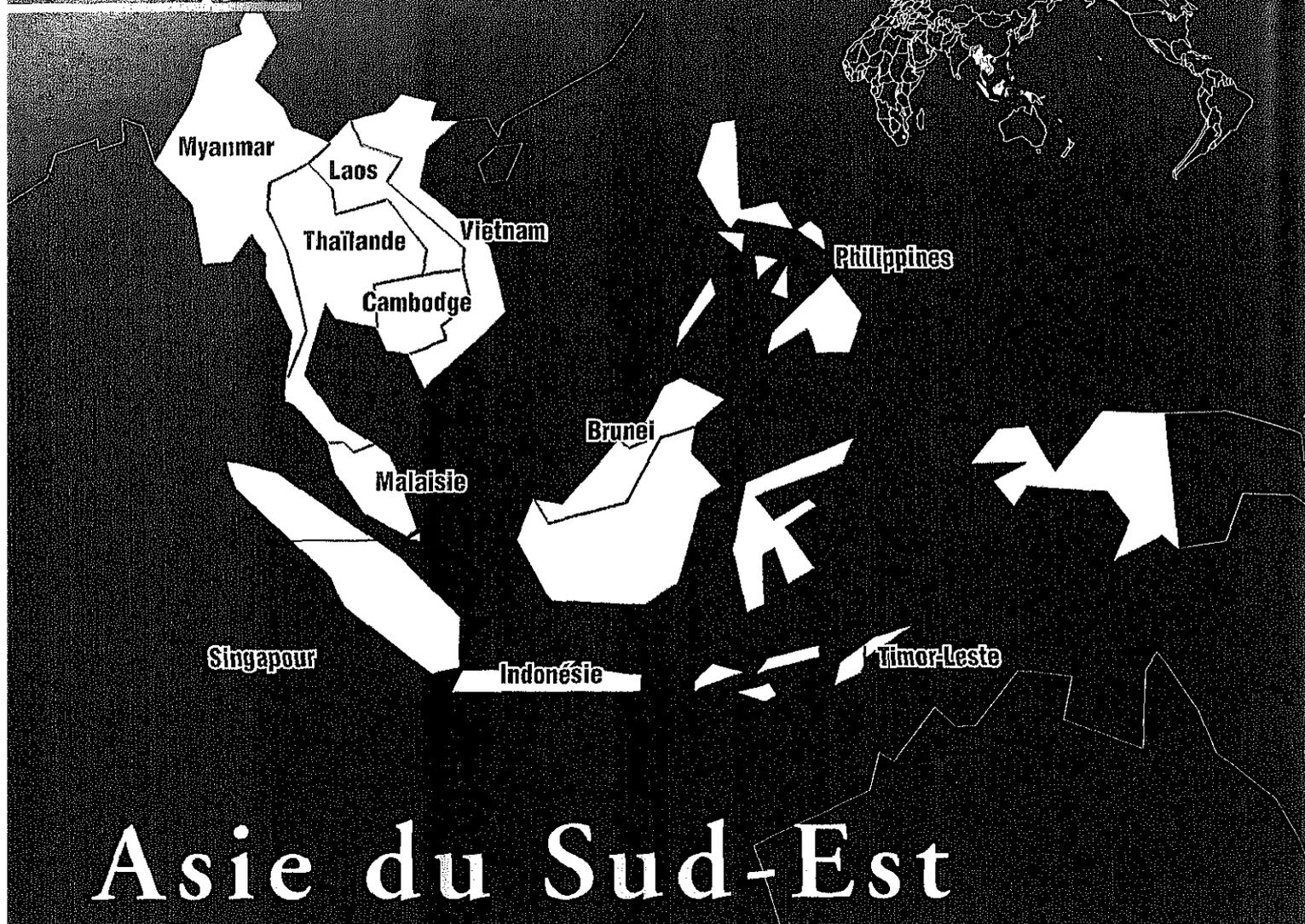




Partie II ● Perspectives régionales

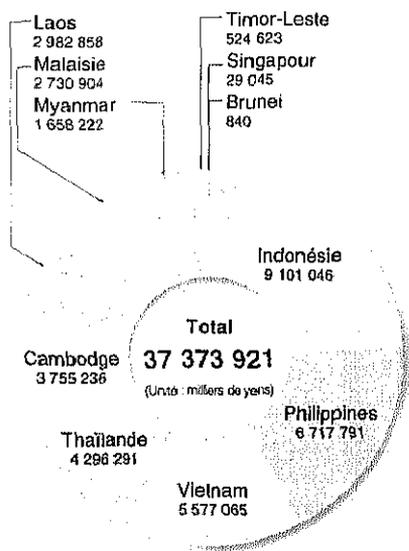
Chapitre 1	Asie	
1	Asie du Sud-Est	44
2	Asie de l'Est	50
3	Asie centrale et Transcaucasie	54
4	Asie du Sud-Ouest	58
Chapitre 2	Moyen-Orient et Maghreb	63
Chapitre 3	Afrique	69
Chapitre 4	Amérique latine	
1	Amérique Centrale et Caraïbes	76
2	Amérique du Sud	81
Chapitre 5	Océanie	88
Chapitre 6	Europe	91



Asie du Sud-Est

Piliers de l'aide → Aide axée sur le développement durable et la correction des disparités intra-régionales dans l'optique de l'intégration de l'ANASE

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a accéléré ses efforts d'intégration. Ceci a donné lieu à des actions et accords ponctuels dans les domaines politique et économique, comme la création de la Zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA) et la mise sur pied de l'Initiative d'intégration de l'ANASE (IAI). En 2002, les six membres fondateurs de l'ANASE, dont Singapour et la Thaïlande, ont réduit leurs droits de douane sur les échanges intra-régionaux conformément à l'accord ZLEA ; la région progresse ainsi sur la voie de la libéralisation économique.

Composée des dix pays de l'ANASE et du Timor-Leste (ancien Timor oriental), la région du Sud-Est asiatique tant au plan de sa politique, de son économie que de sa société, est prioritaire pour le Japon.

Bien qu'en recul par rapport à l'année précédente, la part de l'aide que lui a consacrée la JICA durant l'exercice 2003 demeure la plus élevée. Le Japon ayant tissé des liens étroits avec les différents pays d'Asie du Sud-Est, le montant de l'aide qu'il fournit à chacun d'entre eux est supérieur à celui de l'aide apportée à toute autre région. Quoi qu'il en soit, le niveau et les méthodes de développement varient d'un pays à l'autre, car chacun possède une

histoire, une superficie, une population, une structure ethnique et religieuse qui lui sont propres. En tenant compte de ces diverses caractéristiques, la JICA choisit dans chaque cas des enjeux qui lui paraissent déterminants pour l'instauration d'une société stable et pour lesquels il est possible d'apporter une aide publique au développement (APD) efficace. L'Agence formule ensuite des programmes par pays.

Parmi les enjeux communs à la région, citons les politiques économiques, la bonne gestion des affaires publiques*, la reconstruction post-conflictuelle, la protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté. La JICA contribue en outre au développement durable* de la région et à la correction des disparités qui la caractérisent. Afin de stimuler l'intégration de l'ANASE, l'Agence s'emploiera à promouvoir la coopération intra-régionale dans le cadre de la coopération Sud-Sud*. Elle mettra plus particulièrement l'accent sur le Timor-Leste et sur quatre autres pays – le Cambodge, notamment – ayant rejoint l'ANASE à la fin des années 1990 ; il s'agit de pays longtemps minés par des conflits qui ont entravé leur décollage économique. Les efforts entrepris par la JICA pour ces pays seront bénéfiques au développement de l'ensemble de la région.

État actuel du développement régional

■ Accélération des efforts d'intégration et renforcement de la compétitivité

Le développement de l'Asie du Sud-Est, qui entretient depuis longtemps des liens étroits avec le Japon, revêt une importance capitale pour la prospérité et la sécurité du Japon. Le soutien apporté à cette région restera donc prioritaire à l'avenir.

Les dix pays de l'ANASE ont accéléré leurs efforts d'intégration depuis la crise économique de juillet 1997. En 2002, les six membres fondateurs de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Brunei), qui ont été les premiers à signer l'accord de libre-échange, ont réduit leurs droits de douane pour tous les produits figurant sur la liste. Le Cambodge, le Laos, le Vietnam et le Myanmar prévoient d'abaisser peu à peu les leurs pour les échanges au sein de l'ANASE, avant de les supprimer totalement à l'horizon 2015. Le boom économique semble se confirmer dans ces pays, dont la plupart affichent une croissance de l'ordre de 5 % (ce chiffre a atteint 7 % pour le Vietnam en 2003).

Par ailleurs, l'Initiative d'intégration de l'ANASE (IAI) a été lancée afin de corriger les disparités intra-régionales et d'accroître la compétitivité de la région. Divers efforts ont été entrepris dans le cadre de cette intégration, via la création du groupe d'étude sur l'IAI, en charge du développement des ressources humaines. Certains ont proposé de supprimer tout décalage horaire entre les pays de la région pour activer l'intégration.

Cela dit, le développement et l'intégration économiques ne sont pas uniformes d'un pays à l'autre pour des raisons historiques, culturelles et religieuses. De fait, si Singapour est désormais un partenaire à part entière en tant que nation émancipée de l'aide, et si la Malaisie et la Thaïlande peuvent être considérées comme en voie d'émancipation*, le revenu par habitant du Cambodge ou du Laos ne dépasse pas 300 dollars. De plus, le développement trop rapide a engendré des distorsions à l'intérieur des frontières nationales. Enfin, dans un pays comme le Myanmar, la mise en œuvre de l'aide doit être conditionnée à l'évolution du contexte politique. Ainsi, chaque situation doit faire l'objet d'une évaluation approfondie.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Contribution à une croissance durable et correction des disparités intra-régionales

Après avoir dûment évalué les niveaux de développement et la diversité des situations socioéconomiques, et compte tenu du processus d'intégration économique, politique et sociale en Asie du Sud-Est, le Japon estime urgent d'apporter un soutien en faveur d'une réforme économique globale et de la correction des disparités intra-régionales ; il entend exploiter l'APD d'une manière rationnelle pour consolider cette relation. Dans cette région qui possède une forte population et de vastes marchés, sept pays membres de l'ANASE (à l'exception du Myanmar, du Timor-Leste, de Singapour et de Brunei) figurent parmi les 10 premiers bénéficiaires de l'aide de la JICA, Indonésie en tête. Il convient par conséquent de définir des domaines et des enjeux prioritaires pour chaque pays. D'une manière générale, les questions communes à cette région, qui n'ont guère changé depuis quelques années, sont l'appui à la réforme économique, la bonne gestion des affaires publiques, la coopération intra-régionale et la coopération Sud-Sud, la reconstruction post-conflictuelle, la protection de l'environnement et la lutte contre la pauvreté. L'affectation des ressources de l'aide (qui sont limitées) est adaptée à la situation et aux enjeux des différents pays. Si l'on étudie la répartition par pays pour l'exercice 2003, on constate que l'aide concerne en premier lieu les routes et les autres moyens de transports

en Indonésie, aux Philippines et au Vietnam, l'éducation en Malaisie et à Singapour, les services sanitaires et médicaux au Laos et au Myanmar, le développement du secteur privé en Thaïlande, et l'agriculture au Timor-Leste. Cette répartition reflète la réalité des besoins dans chaque pays.

1. Soutien à la réforme économique

La JICA poursuit ses efforts en faveur des six membres fondateurs de l'ANASE, dont la crise économique et financière de 1997 a révélé la fragilité des bases politiques et économiques ; l'objectif est de parvenir à une croissance durable tirée par le secteur privé. En Indonésie, la JICA a envoyé des universitaires qui exercent un rôle de conseil en matière de réforme économique. Pour respecter les exigences du Fonds monétaire international (FMI) liées au remboursement de la dette, les activités de conseil et de coopération portent sur le renforcement des structures économiques et industrielles, notamment sur la consolidation du système bancaire et le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME). Dans les pays (Vietnam, Laos, Myanmar et Cambodge), qui ont rejoint l'ANASE l'un après l'autre depuis 1995, les efforts visent à permettre une transition progressive vers une économie de marché et l'adaptation à la mondialisation ; dans ces pays, le système économique est entièrement à construire.

2. Bonne gestion des affaires publiques

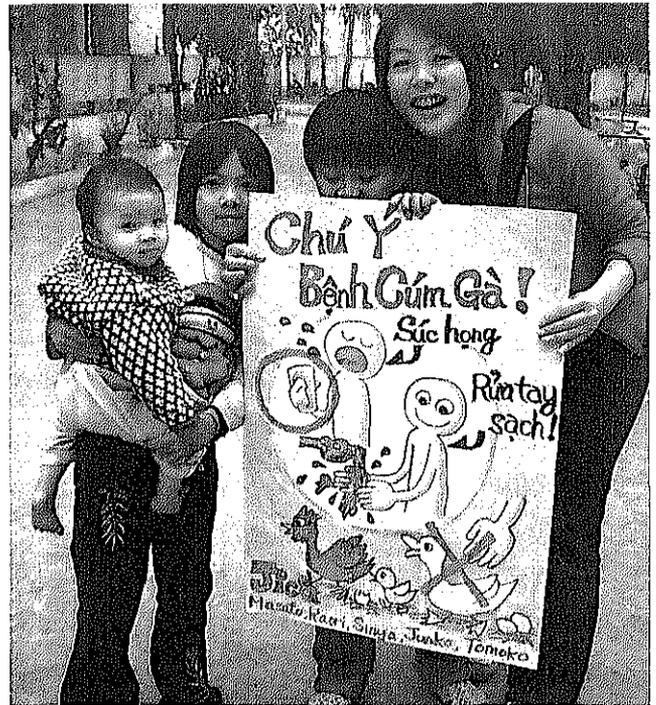
Le cadre juridique nécessaire au développement socio-économique est encore insuffisamment élaboré dans de nombreux pays. Dans ce contexte, le soutien au rétablissement d'institutions attachées à la primauté du droit au Vietnam, au Cambodge et au Laos passe par l'élaboration et la révision de lois reflétant l'évolution de la société et par le développement des compétences des juristes. Au Cambodge, une équipe a été constituée pour aider divers acteurs du monde juridique – universitaires, ministère de la Justice, Cour suprême, Fédération japonaise des associations d'avocats –, à rédiger un code civil et un code de procédure civile, et des actions ont été menées en faveur de la formation des juristes. Les juges et avocats ayant bénéficié de ces actions assurent aujourd'hui un service juridique dans des domaines tels que la question foncière.

En Indonésie, une aide a été apportée à la tenue d'élections législatives en avril 2004, et l'administration de la police bénéficie d'une assistance pour assurer la sécurité publique. Au Vietnam et au Cambodge, où se met en place un système approprié de collecte des impôts, les efforts se concentrent sur les administrations fiscale et douanière, en vue de faciliter la participation à la communauté internationale, et notamment à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Enfin, en Thaïlande, où le processus de décentralisation est engagé, la coopération porte sur l'élaboration et la diffusion de plans de développement régionaux s'appuyant sur la participation communautaire ; dans l'est du pays, une administration autonome – comparable à une municipalité japonaise – a été choisie comme modèle. Dans le souci d'améliorer le fonctionnement des services administratifs, des directives destinées à promouvoir la coopération entre collectivités locales – pratique courante au Japon – ont été formulées en collaboration avec des homologues* thaïlandais.

3. Coopération intra-régionale

Le mouvement d'intégration économique de l'ANASE s'est accéléré grâce à la mise en place de la ZLEA et à la Stratégie de coopération économique (Economic Cooperation Strategy ou ECS) proposée par la Thaïlande ; il n'en subsiste pas moins de gigantesques disparités entre les membres fondateurs de l'ANASE et les pays qui ont rejoint cet ensemble à la fin des années 1990. Soucieuse de voir ces disparités se résorber, la JICA encourage activement la coopération intra-régionale dans des domaines variés, qui ne se limitent pas à la sphère économique. L'Agence mise également sur ce type de coopération pour traiter des questions communes à la région ; la promotion de l'enseignement supérieur en ingénierie dans les pays de l'ANASE, le Centre Asie-Pacifique pour l'intégration des personnes handicapées et le Centre d'Asie pour la lutte anti-parasitaire internationale en sont trois exemples concrets. Dans le cadre d'un projet de lutte contre les maladies épizootiques, des experts thaïlandais ont été envoyés au Vietnam, au Cambodge, au



Au Vietnam, une volontaire JOCV a dessiné une affiche sur les mesures de précaution à adopter contre la grippe aviaire

Laos, au Myanmar et en Malaisie pour y diffuser des méthodes de diagnostic et des techniques de fabrication de vaccins contre la fièvre aphteuse ou la peste porcine classique (PPC). Des mesures ont également été prises pour combattre la grippe aviaire qui s'est déclarée en décembre 2003. Le Vietnam a reçu des médicaments destinés à prévenir cette épidémie avant tout autre pays. Par ailleurs, l'expert associé au projet a assuré une fonction de conseil pour l'amélioration et la diffusion des compétences en matière de diagnostic des maladies épizootiques, et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont mené des campagnes de sensibilisation dans plusieurs régions afin d'endiguer la propagation de cette maladie.

Un projet visant à accroître la productivité est en cours au Cambodge, au Laos, au Myanmar et au Vietnam. Outre les projets proposés (développement du bassin du Mékong, notamment), la JICA envisage d'étendre sa coopération à l'Asie de l'Est – Brunei, Indonésie, Malaisie et Philippines, notamment – qui est une région offrant de bonnes perspectives de croissance.

En sus de la coopération intra-régionale, Singapour a transféré à des pays africains son savoir-faire en matière d'accroissement de la productivité ; ce savoir-faire a été acquis au fil de projets réalisés avec le Japon durant les années 1980 et 1990. L'Indonésie et la Malaisie ont, en collaboration avec le Japon, offert à l'Afghanistan des programmes de formation sur le développement agricole et rural et sur les technologies de construction routière. Ainsi, les technologies et les compétences transférées par le Japon aux pays de l'ANASE et valorisées par ces derniers ont essaimé dans le monde entier.

4. Reconstruction post-confliktuelle

La JICA a élaboré et mis en œuvre des actions de coopération cadrant avec le programme en faveur de la paix et de la stabilité à Mindanao, Philippines. Dans la province d'Aceh, en Indonésie, une aide privilégiant le soutien à la gestion des

affaires publiques dans le cadre du processus de paix et du soutien au développement communautaire est envisagée.

Au Cambodge, pays qui est passé du stade de la reconstruction à celui du développement, la JICA assure une coopération destinée à faciliter les opérations de déminage, à soutenir les personnes handicapées et à favoriser la réinsertion des soldats démobilisés.

5. Protection de l'environnement

Les forêts tropicales d'Asie du Sud-Est abritant de nombreuses espèces animales, il est essentiel de réaliser des études afin d'évaluer la situation et de prendre les mesures qui s'imposent. Par exemple, la JICA aide la Malaisie à protéger certaines espèces de plus en plus rares, et à prévenir la destruction des forêts liée au développement socioéconomique. En février 2004, les résultats du programme de préservation de la biodiversité et de l'écosystème, mis en place

avec la participation des communautés locales à Bornéo, en Indonésie, ont été présentés lors de la 7ème conférence réunissant les pays signataires de la Convention sur la diversité biologique*. L'Indonésie accueille par ailleurs des projets de coopération destinés à développer les ressources humaines chargées de l'administration et de la surveillance de l'environnement.

6. Lutte contre la pauvreté

Diverses actions ont été entreprises pour favoriser le développement de l'agriculture et des zones rurales, qui concentrent la majorité de la population active et des couches défavorisées. Citons notamment le soutien à l'élaboration de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et des projets menés en collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG) afin de créer des activités génératrices de revenus.

Sur le
Terrain

• Malaisie

Coopération en faveur du sport pour les personnes handicapées

Entraînement en vue des jeux paralympiques d'Athènes

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Trente ans de coopération

Les programmes d'action sociale en faveur des personnes handicapées en Malaisie ont commencé avec l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) en 1976. Au départ, leurs activités se limitaient aux centres pour la réintégration des handicapés. En 1989, le gouvernement malais a opté pour le concept de réadaptation en milieu communautaire (Community Based Rehabilitation, CBR) : depuis lors, des établissements de jour destinés aux enfants handicapés ont ouvert dans chaque État de la fédération. Les JOCV dépendent des antennes et bureaux d'aide sociale répartis sur le territoire malais, et leur rôle consiste désormais à dispenser des conseils thérapeutiques aux responsables de ces structures d'accueil de jour (qui sont des centres de réadaptation en milieu communautaire), aux enfants et à leurs parents.

Les infrastructures pour handicapés et les centres de jour correspondant au concept de CBR sont gérés par des ONG régionales établies dans les communautés locales. Avec l'appui des bureaux d'aide sociale, ces dernières exploitent diverses ressources régionales pour promouvoir la réhabilitation, l'intégration sociale et l'indépendance des personnes handicapées.

De la natation thérapeutique

au handisport de compétition

Depuis quelques années, le sport pour handicapés connaît un véritable engouement à travers le monde. L'Association malaise de handisport a demandé à la JICA d'envoyer des volontaires JOCV dans le but d'améliorer les performances de l'équipe ayant participé à la 8ème Rencontre sportive d'handicapés des régions d'Extrême-Orient et du Sud Pacifique (FESPIC) qui s'est tenue dans la ville de Busan (Corée du Sud) en octobre 2002. Cet événement a été le point de départ d'activités dans le domaine sportif, essentielles pour améliorer l'indépendance des personnes handicapées. En fonction du degré de handicap, les JOCV dispensent un appui technique très diversifié, allant de la natation à des fins thérapeutiques dans le cadre d'un programme de réadaptation, à l'entraînement de compétiteurs désireux de participer à des épreuves sportives internationales. L'entraînement de natation suppose une pratique très intensive adaptée au handicap ; mais elle donne des résultats remarquables, et permet aux individus d'améliorer leur curriculum sportif et de décrocher des médailles dans les rencontres internationales.

Les JOCV seront entraîneurs de l'équipe de natation malaise lors des Jeux paralympiques d'Athènes en 2004, où ils aideront trois nageurs à se mesurer à des participants du monde



Entraînement quotidien des nageurs

entier. En Malaisie, le handisport, qui dépendait auparavant du Département d'action sociale communautaire du ministère des Femmes, de la Famille et du Développement communautaire, est rattaché depuis 2003 au ministère de la Jeunesse et des Sports ; ceci devrait permettre à un plus large public de découvrir le handisport de compétition. Ainsi, en prévision des prochains Jeux FESPIC de 2006 en Malaisie, il appartient aux JOCV d'aider les sportifs à améliorer leurs performances, tout en contribuant à la découverte et à l'entraînement de nouveaux talents, et d'étendre leurs activités à toute la sphère du handisport, y compris le conseil relatif à l'organisation de jeux régionaux et à l'entraînement des futurs participants.

(Bureau de la JICA en Malaisie)

■ **Sécurité humaine**—Approche centrée sur l'être humain pour une coopération qui bénéficie directement aux personnes ayant besoin de l'aide

En Indonésie, le processus de démocratisation se décentralise : les programmes de développement qui relevaient auparavant du gouvernement central soulignent aujourd'hui le rôle des autorités locales et l'importance de la participation communautaire. Ce type de participation a progressé depuis la crise économique et financière. En effet, tout au long de cette crise, les organisations non gouvernementales (ONG) et les autres associations à but non lucratif (ASBL) ont apporté un soutien actif aux groupes socialement vulnérables, et le rôle de liaison qu'elles ont alors assuré entre les populations locales et l'administration a été très apprécié.

Néanmoins, durant les longues années de pouvoir du président Suharto, les ONG et les autres ASBL n'ont pu acquérir les capacités administratives et logistiques nécessaires pour répondre aux objectifs d'un développement à moyen et long terme, et le gouvernement ne dispose pas de moyens humains suffisants pour promouvoir la participation des organisations communautaires. Depuis la crise financière, la JICA a entrepris d'améliorer la situation en collaborant avec des ONG indonésiennes. Les efforts portent par exemple sur l'amélioration des activités productives de la population autochtone, ou sur l'organisation des résidents locaux dans les petites îles de la Sonde (Nusa Tenggara Est). La JICA a mis en œuvre des projets de développement pilotes susceptibles d'être transposés dans de nombreuses régions, et des projets visant à améliorer la productivité féminine dans les zones rurales. Ces activités ont rencontré un écho très favorable auprès du gouvernement indonésien.

Ce dernier a donc demandé au Japon de soutenir le projet de développement communautaire avec la participation de la société civile. Ce projet a deux objectifs : créer un système permettant à la population de participer à l'administration et de collaborer avec celle-ci en dialoguant avec les organisations communautaires réparties dans tout le pays, et améliorer la capacité des pouvoirs publics à mener des projets de développement avec l'aide de la JICA. Cette « habilitation communautaire fondée sur l'organisation de la société civile » dans laquelle les organisations communautaires resserrent leurs liens avec les autorités pour prendre part à l'administration, est considérée comme un enjeu de premier plan pour l'Indonésie. C'est pourquoi le Japon a décidé d'appuyer ce projet. La région concernée est la partie orientale de l'Indonésie, région très pauvre dont le développement est capital, et repose sur des initiatives portées par la population. L'étude d'évaluation ex ante est terminée ; il s'agit désormais de réaliser

ce projet de développement communautaire qui doit servir de modèle pour la coopération avec le gouvernement, sa gestion étant confiée aux ONG et à d'autres organisations communautaires.

Les projets menés en concertation avec des ONG japonaises en Asie du Sud-Est ont été mis en œuvre notamment dans le cadre d'un programme de partenariat.

À titre d'exemple, on peut citer le projet de promotion du système régional de soins de santé aux Philippines, mis en place avec le concours d'une ONG japonaise (Asian Health Institute : Institut asiatique de santé publique). Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme global de soutien à la région autonome du Mindanao musulman (RAMM). Il a pris naissance en 1997, année où le Japon a accueilli des responsables administratifs venus suivre une formation axée sur la planification et la gestion de la promotion des services médicaux-sanitaires, dans une optique de participation communautaire. Il s'agissait d'améliorer l'administration du système de santé, mis à mal par le conflit de longue durée. La formation dans le pays* a commencé au Mindanao ; elle rencontre un écho favorable auprès des résidents locaux et des organisations administratives des Philippines. C'est devenu un modèle pour le programme de collaboration ONG-JICA, qui prévoit la mise sur pied de projets lors de formations dans le pays organisées conjointement par les ONG et la JICA.

Deuxième exemple aux Philippines : un projet de sériculture sur l'île de Negros, mené depuis 2000 en collaboration avec l'Organisation internationale pour le progrès industriel, spirituel et culturel (OISCA). Ce projet qui relève d'un programme de partenariat local bénéficie de l'expérience acquise depuis dix ans par l'OISCA en matière de moriculture (culture du mûrier) et d'élevage de ver à soie.



La population s'est réunie pour l'inauguration d'un fauteuil roulant fabriqué dans le cadre d'une collaboration entre la JICA et des ONG au Laos

Après trois années de coopération, la sériciculture s'est fortement développée sur l'île de Negros, où la production de soie représente désormais 85 % de la production nationale, résultat dépassant les espérances. Les fabricants de textiles locaux confectionnent des tissus de toute beauté à partir de la soie brute produite à Negros ; ces tissus sont aujourd'hui disponibles sur les marchés de l'ensemble du pays, y compris dans la capitale, Manille. La soie brute de Negros, qui fait le bonheur des créateurs de mode, a été présentée dans des défilés et a mobilisé l'attention des radios et des journaux locaux.

Au Laos, la JICA a mis en œuvre un projet de soutien à la fabrication de fauteuils roulants conjointement avec l'Association japonaise d'aide et de secours (Association for Aid and Relief). Constatant que seuls sept fauteuils roulants avaient été fabriqués sur le territoire national, alors même que de nombreux Laotiens souffrent de handicaps, l'Association japonaise d'aide et de secours a pris l'initiative de ce projet, dans le cadre d'un programme de partenariat local. À

elle seule, la JICA n'aurait pu identifier les besoins de cette manière. Dans le cadre d'un dispositif inédit en faveur d'une ONG, l'Agence a mis en place un système de parrainage prévoyant l'achat des fauteuils par des particuliers ou des organisations, qui les offrent ensuite aux handicapés les plus démunis. L'objectif est double : mettre en place une activité durable de génération de revenus et fournir un fauteuil roulant à tous ceux qui en ont besoin. Le Laos est très satisfait de ce système.

La région birmane de Kokang, située dans le nord du pays et frontalière de la Chine, vit depuis 50 ans de la culture du pavot. Avec la participation de la population locale, des cultures de substitution (sarrasin notamment) ont été introduites, et les services sanitaires et éducatifs ont connu un début d'amélioration depuis la mise en place d'un programme intégré d'éradication des drogues et de réduction de la pauvreté. Ainsi, une coopération centrée sur l'être humain, atteignant les populations qu'elle cible et respectant la sécurité humaine* a vu le jour en Asie du Sud-Est.

Sur le Terrain

• Thaïlande

Projet de coopération régionale destiné à renforcer les capacités d'analyse des stupéfiants afin d'améliorer la lutte contre la drogue à travers la législation dans la péninsule indochinoise

Cinq pays de la péninsule indochinoise conjuguent leurs efforts en vue de l'éradication de la drogue

Projet de coopération technique

Approche régionale

Les méthamphétamines (pilules stimulantes) ont envahi la péninsule indochinoise, remplaçant l'opium ou l'héroïne. Ces dernières années, la toxicomanie s'est étendue des villes aux zones rurales, et des adultes aux enfants. Rien qu'en Thaïlande, le nombre d'usagers de la drogue a été multiplié par un facteur supérieur à six (passant de 72 000 à 463 000) entre 1994 et 1999 ; ce phénomène représente une menace pour la société.

Or les zones de production, notamment le Triangle d'or (Birmanie, Laos, Thaïlande), débordent les frontières nationales. Les pays peuvent difficilement lutter seuls contre la narco-criminalité qui nécessite la mise en place de stratégies de coopération à l'échelle de la région.

Avec l'aide de la police nationale du Japon, la JICA a donc mis en œuvre un projet destiné aux administrations chargées de la lutte contre la drogue dans cinq pays de la région (Thaïlande, Vietnam, Cambodge, Laos et Myanmar). Ce projet entend former des professionnels à l'analyse extrêmement fiable des drogues en s'appuyant sur des méthodes et des équipements uniformes, et soutenir le développement des enquêtes sur le

trafic des narcotiques grâce à l'échange des informations issues de ces analyses entre les pays concernés.

Ceci étant, ces cinq pays présentent de nombreuses divergences, qu'il s'agisse de la maîtrise de la langue anglaise, des capacités techniques, ou de la législation antidrogue et du cadre juridique et judiciaire ; la poursuite d'un même objectif compte tenu de toutes ces différences n'est donc pas une tâche facile.

Date butoir de 2015

Malgré les difficultés rencontrées, des résultats positifs ont déjà été obtenus grâce aux efforts acharnés des experts associés au projet et de leurs homologues dans les différents pays. Aucun des pays concernés – à l'exception de la Thaïlande – ne possédait d'expérience notable dans le domaine de l'analyse des drogues. Le volet formation du projet leur a appris comment mener à bien leurs propres analyses ; on peut parier que ces activités vont se multiplier et gagner en précision à l'avenir. En matière de lutte contre le trafic de drogue, les méthodes d'enquête ont entraîné des mises en accusation avec preuves suffisantes dans certains cas. La collaboration engagée avec le Programme des Nations-Unies

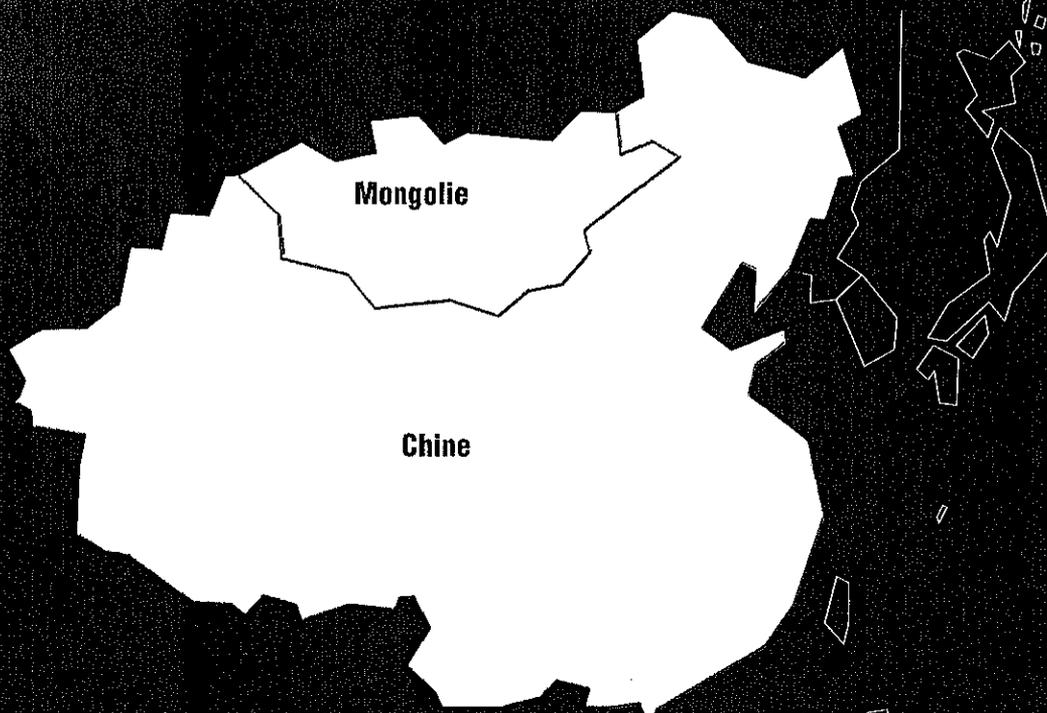


Formation à l'analyse des drogues

pour le contrôle international des drogues (PNUCID) prévoit par ailleurs des actions comme l'élaboration de supports de formation et l'organisation conjointe de séminaires.

Si le projet proprement dit arrive à échéance dans trois ans, l'objectif que s'est fixé l'ONU, à savoir éliminer la drogue de la péninsule indochinoise d'ici 2015, demeure réalisable. En effet, les activités de ce projet auront permis la mise en place d'un réseau international qui poursuivra ses efforts de lutte contre la drogue.

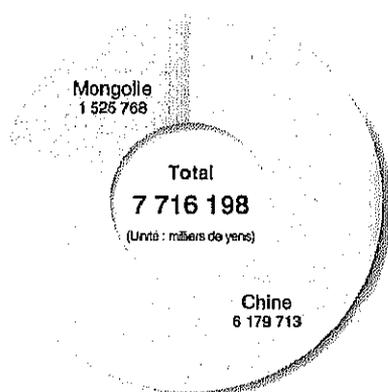
(Bureau de la JICA en Thaïlande)



Asie de l'Est

Piliers de l'aide ➤ Réexamen de l'aide à la Chine et de la coopération technique en Mongolie

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



Depuis que la Chine a engagé une politique de réforme et d'ouverture, le Japon contribue de manière substantielle à ses efforts de modernisation. Il considère en effet qu'une croissance stable de l'économie chinoise va dans le sens de ses propres intérêts. La Chine ayant connu récemment une accélération de sa croissance et une évolution de sa structure socioéconomique, ses besoins en matière d'aide ne sont plus les mêmes. Par ailleurs, la récession économique qui touche durablement le Japon l'oblige à réduire le volume de son aide. Dans ce contexte, l'aide consacrée à la Chine a été réexaminée.

À l'avenir, les politiques d'aide à moyen terme suivront les principes directeurs du Plan de coopération économique en faveur de la Chine annoncé par le ministère des Affaires étrangères en octobre 2001. Le Japon a annoncé son intention de fournir une aide efficace dans les domaines prioritaires compte tenu de l'intérêt national, c'est-à-dire de l'adhésion des Japonais et du soutien qu'ils sont

prêts à apporter à la Chine.

Le Plan s'articule autour de six axes de coopération prioritaires :

- 1) Prise en compte des problèmes environnementaux et d'autres enjeux de portée mondiale*
- 2) Appui aux politiques de réforme et d'ouverture
- 3) Promotion de la compréhension mutuelle
- 4) Contribution à la réduction de la pauvreté
- 5) Soutien à l'activité du secteur privé
- 6) Promotion de la coopération multilatérale

La coopération avec la Mongolie privilégie quatre domaines :

- 1) Soutien intellectuel et développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché
- 2) Modernisation de l'infrastructure* économique et promotion de l'industrie
- 3) Promotion de l'élevage et de l'agriculture
- 4) Soutien dans des secteurs clés de la vie quotidienne

État actuel du développement régional

■ Visibilité croissante des failles du système économique — Chine

Depuis 1978 et le lancement de sa politique de réforme et d'ouverture, la Chine a connu un développement rapide de son économie qui a enregistré un taux de croissance exceptionnellement élevé, proche de 10 % en moyenne par an. D'un autre côté, si les disparités économiques entre régions se sont creusées et la dégradation de l'environnement s'est aggravée ces dernières années, la transition vers une économie de marché n'a pas suivi la cadence rapide du développement économique, ce qui a engendré des problèmes structurels.

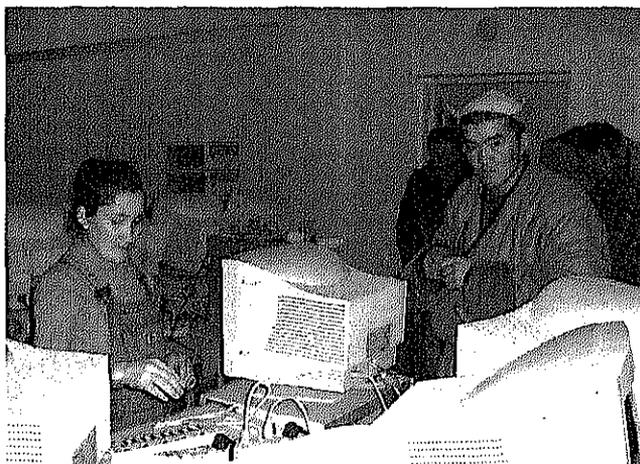
Le dixième programme quinquennal (2001-2005) se concentre sur l'ajustement de structures économiques obsolètes, plus particulièrement dans le secteur de l'agriculture. Ce programme concerne également l'amélioration des conditions de vie, la sécurité sociale et le développement de l'ouest de la Chine. Priorité a donc été donnée non seulement à la croissance économique, mais aussi à l'élimination des disparités (entre zones urbaines et rurales et entre les différentes régions), et à l'instauration d'une société stable.

Pour la Chine, l'événement récent le plus marquant dans le domaine économique reste toutefois son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la fin de l'année 2001. Actuellement, le grand défi pour ce pays consiste à favoriser les réformes structurelles nécessaires sur le plan économique, par une ouverture au monde de ses activités et la mise en place d'un système économique conforme aux normes internationales.

D'un autre côté, la rapidité de la croissance économique durant ces 20 dernières années s'est traduite par de grandes disparités sur le plan de l'économie intérieure. Entre les zones côtières, qui ont connu un développement économique rapide, et l'intérieur du pays, où le minimum vital n'est pas assuré, l'écart en termes de revenu moyen atteint un facteur supérieur à dix. Plus de 200 millions de personnes vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté (soit, avec au



Véhicule parcourant les campagnes chinoises pour sensibiliser leurs habitants aux problèmes de santé publique



Des résidents mongols viennent voir les ordinateurs fournis à une école pour soutenir l'enseignement des technologies de l'information (TI)

plus un dollar par jour) habitent les régions intérieures.

Par ailleurs, plus les performances économiques s'améliorent, plus les problèmes environnementaux tels que la pollution liée à l'industrialisation, la destruction des forêts ou l'insuffisance des ressources en eau deviennent préoccupants ; ces problèmes risquent d'entraver le développement d'une société en bonne santé.

■ Urgence de la mise en place d'une économie de marché — Mongolie

L'éclatement du bloc soviétique et la dissolution du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM, ou Comecon) ont contraint la Mongolie à changer de système économique. La perte des marchés du Comecon, la disparition de l'aide soviétique (qui représentait 30 % du produit intérieur brut (PIB) mongol) et le départ des cadres et des ingénieurs russes ont durement touché l'économie mongole. Les réformes radicales menées par le gouvernement dans la phase de transition n'ont fait qu'aggraver la confusion et les difficultés socioéconomiques. Entre 1990 et 1994, le PIB de la Mongolie a enregistré un recul cumulé de 20 %.

Ces turbulences se sont apaisées progressivement depuis 1995 grâce à la mise en œuvre de mesures strictes de stabilisation économique et à l'aide internationale. Quoi qu'il en soit, la politique de rigueur a entraîné une baisse quantitative et qualitative des services publics ; elle a eu des effets désastreux sur les infrastructures économiques (routes et autres moyens de transport) et sociales (éducation, santé et soins médicaux, etc.). Par ailleurs, le développement des structures et des ressources humaines nécessaires à la mise en place d'une économie de marché sont deux domaines qui nécessitent une action urgente.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Prise en compte des problèmes environnementaux et des maladies infectieuses — Chine

S'atteler aux problèmes d'environnement et à la lutte contre les maladies infectieuses qui ne s'arrêtent pas aux simples frontières d'un pays, exige la mobilisation de la communauté internationale. De ce fait, la JICA accorde la plus haute priorité à ces questions dans ses programmes de coopération.

En réaction contre la pollution de l'environnement, le Centre d'amitié Japon-Chine pour la protection de l'environnement joue un rôle majeur dans l'établissement d'un réseau d'information sur l'environnement et le développement d'une ville modèle respectueuse de l'environnement. Le Centre contribue par ailleurs à l'élaboration de politiques environnementales en assurant un soutien technique dans divers domai-

nes : analyse et mesures de lutte contre les pluies acides et le « sable jaune », ou encore établissement d'un système de gestion environnementale et de lutte contre la pollution.

Dans la lutte contre les maladies infectieuses, la JICA a largement contribué à l'éradication de la poliomyélite en Chine, et les efforts se portent actuellement sur la coopération dans la lutte contre la tuberculose.

L'appui à la transition vers une économie de marché, préambule à l'ouverture au monde de l'économie chinoise, est aussi considéré comme une priorité. Pour soutenir les politiques de réforme et d'ouverture, le Japon apporte son aide pour l'instauration de structures fiscales, commerciales, économiques et de protection des droits de propriété intellectuelle conformes aux règles de la communauté internationale.

Sur le Terrain

● Mongolie Projet de formation continue des enseignants mongols

Soutien à une éducation préparant les enfants à la vie quotidienne

Projet de coopération technique, Programme d'invitation de jeunes adultes (PIJA)

Un modèle pédagogique en transition

« L'éducation permet de valoriser les ressources humaines et de développer les capacités nationales » : tel est le modèle qui prévaut en Mongolie, plus de dix ans après la transition du modèle socialiste vers une économie de marché. Si la part du budget affectée à l'éducation est passée de 25 % dans les années 1980 à 15 % en 2002 en raison des difficultés économiques, la Mongolie n'en conserve pas moins le taux d'alphabétisation des adultes le plus élevé (99 %) de tous les pays en développement (PED) asiatiques. Beaucoup de parents souhaitent que leurs enfants bénéficient d'une meilleure instruction en période de crise économique.

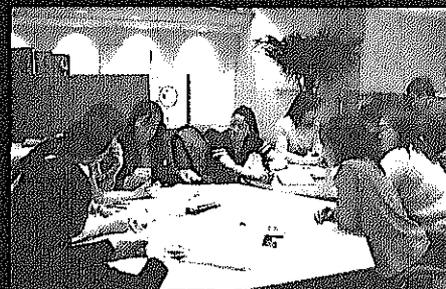
Or cet objectif est difficile à réaliser, d'autant que la qualité de l'éducation tend à baisser.

Sous le régime socialiste, l'enseignement accordait une importance excessive à l'accumulation de savoirs théoriques, sans s'intéresser à la manière dont les théories avaient été élaborées ou à l'apprentissage des compétences nécessaires dans la vie courante. La Mongolie ayant achevé sa phase de démocratisation et de transition économique, sa population joue désormais un rôle crucial dans la gestion du pays. Il est essentiel de développer des ressources humaines capables de faire fonctionner le nouveau système économique, en commençant

par donner aux individus les moyens de réfléchir et d'agir par eux-mêmes. Le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences de Mongolie entend aujourd'hui offrir aux enfants une éducation qui leur permette de se préparer à la vie courante ; des mesures ont été prises pour réformer les programmes scolaires, modifier les manuels et former les enseignants.

Résultats de la formation au Japon

La JICA a mis en œuvre un projet de coopération technique axé sur le recyclage des enseignants. Ce projet s'appuie notamment sur un stage de formation d'un mois au Japon. Les participants ont été choisis parmi les professionnels chargés de la formation des maîtres au ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences et parmi le personnel compétent au sein des autorités éducatives de chaque province. L'objectif de ce stage est d'améliorer leur aptitude à concevoir des programmes de formation pour les enseignants. En fin de stage, chaque participant a élaboré un programme de formation dont il a assuré la mise en œuvre dès son retour en Mongolie. Dans certaines provinces, des experts japonais ont effectué un suivi de ces plans, et dans certaines régions, des enseignants ont été formés avec l'aide de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).



Des participants à une formation discutent avec d'anciens volontaires JOCV avant de rentrer dans leur pays

Indépendamment de ce projet, de jeunes enseignants mongols suivent des formations de trois semaines au Japon dans le cadre du programme d'invitation de jeunes adultes (PIJA). Ce programme leur fait découvrir l'enseignement pratiqué au Japon, et prévoit des échanges avec la population japonaise par le biais de séminaires avec hébergement et de séjours chez l'habitant. Les enseignants en poste rendent ensuite compte des résultats de leur formation au sein de l'école et à l'extérieur, en organisant des séminaires par exemple. Certains créent un « coin japonais » dans leur établissement, où ils exposent des photos et des manuels scolaires du Japon. Tous font de leur mieux pour améliorer la qualité de l'enseignement dispensé en Mongolie.

(Bureau de la JICA en Mongolie)

La Chine bénéficie également de l'expérience japonaise dans le domaine des systèmes financier et politique, et d'un soutien à la promotion des petites et moyennes entreprises (PME).

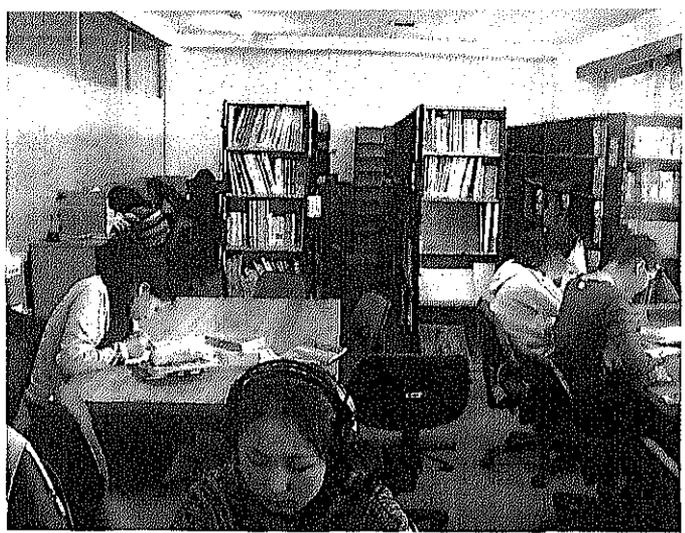
La compréhension mutuelle entre les citoyens des deux nations doit par ailleurs être renforcée, car elle est indispensable à l'instauration de bonnes relations à long terme. Aussi diverses activités sont-elles encouragées, notamment la multiplication des échanges entre jeunes japonais et chinois, la formation de jeunes responsables chinois au Japon et le développement des échanges entre les administrations locales des deux pays.

Enfin, il est capital de lutter contre la pauvreté, qui est un problème commun à tous les pays en développement (PED). Si la réduction de la pauvreté passe en Chine essentiellement par la redistribution du revenu intérieur, l'expérience et la technologie du Japon peuvent être mises à profit dans certains domaines : un plan national d'aménagement a donc été mis en place afin de réduire les disparités régionales, et une aide a été fournie aux personnes handicapées.

■ Développement des ressources humaines

—Mongolie

En Mongolie, la JICA fournit un appui intellectuel aux diverses institutions afin de renforcer la mise en œuvre de mesures fiscales. Il s'agit de former du personnel capable



La bibliothèque du Centre Japon-Mongolie ne désemplit jamais

d'assurer la transition vers une économie de marché. Avec l'assistance du Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines, la JICA concentre ses efforts sur la valorisation de l'effectif du secteur privé.

L'agriculture et l'élevage emploient quasiment la moitié de la population active mongole. La JICA entend contribuer à la mise en place d'institutions et d'organisations chargées de promouvoir ces deux secteurs clés de l'économie nationale.

Enfin, en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie de base, la JICA fait porter son action en priorité sur les zones rurales, et sur des secteurs tels que l'approvisionnement en eau et les infrastructures scolaires.

Sur le Terrain

● Chine Épidémie de SRAS - Envoi d'une équipe japonaise de secours d'urgence (JDR)

Enrayer la progression de l'épidémie

Secours d'urgence

Envoi d'une équipe d'experts à l'Hôpital de l'Amitié sino-japonaise

En Chine, le premier cas de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a été identifié en novembre 2002 dans la province du Guangdong ; peu de temps après, l'infection a gagné la province de Shanxi, Pékin et la Région autonome de la Mongolie intérieure. À la mi-avril 2003, elle s'est propagée rapidement à travers toute la ville de Pékin, focalisant l'attention des médias du monde entier.

Afin d'aider la Chine à lutter contre le SRAS, le Japon, par l'intermédiaire de la JICA, a fourni le 8 mai des équipements de protection (masques et combinaisons) d'une valeur de 200 millions de yens. Le 16 mai, le gouvernement japonais décidait d'accorder une aide de 1,5 milliard de yens dans le cadre du programme de coopération financière non remboursable, et de livrer (dès la fin de mai) des équipements médicaux. Du 11 au 16 mai, une équipe japonaise de secours d'urgence (JDR) composée de spécialistes des maladies infectieuses a rejoint l'Hôpital de l'Amitié sino-japonaise.

Cet hôpital avait interrompu tous ses

services médicaux habituels pour se concentrer sur le traitement des malades du SRAS. Étant mieux équipé que d'autres établissements, il accueillait en effet des patients gravement atteints. Seul le personnel habilité avait le droit d'accéder à l'hôpital, soumis à un contrôle rigoureux et à une quarantaine qui l'isolait de la zone environnante. Le personnel médical se rendait à son travail dans des bus spéciaux et devait changer de vêtements en pénétrant dans les locaux afin d'éviter les risques d'infection.

S'inspirer de l'expérience du Vietnam, où le SRAS a été endigué

L'équipe d'experts a organisé, à l'intention du personnel médical de l'hôpital, des séminaires sur la prévention de l'infection en milieu hospitalier et une formation sur l'utilisation des équipements de protection et des appareils d'assistance respiratoire simples. En mars 2003, le responsable de l'équipe d'experts avait été envoyé au Vietnam, où il avait joué un rôle important dans la maîtrise de l'épidémie de SRAS. La présentation qu'il a réalisée à l'intention du personnel hospitalier chi-



L'équipe des JDR organise un séminaire sur la prévention de l'infection en milieu hospitalier à l'Hôpital de l'Amitié sino-japonaise

nois s'appuyait sur des informations et des conseils issus de sa précieuse expérience.

Rapidité de réaction du Japon à la demande de la Chine, adéquation entre les conseils techniques de l'équipe des JDR et les besoins exprimés, fourniture d'équipements médicaux : autant d'éléments qui ont été grandement appréciés et ont connu un fort retentissement médiatique en Chine et dans le reste du monde.

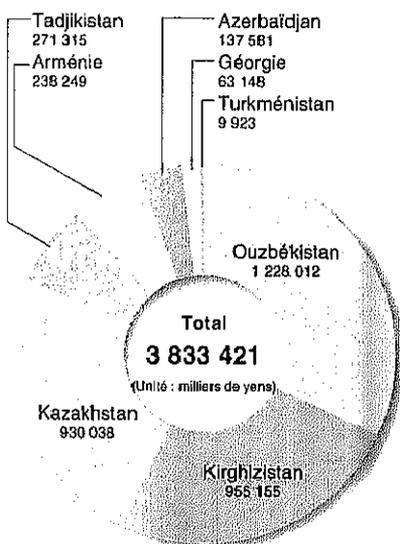
(Département régional II, JICA)



Asie centrale et Transcaucasie

Piliers de l'aide → Troquer les anciennes structures contre de nouvelles

■ Résultats de l'aide par pays (exercice 2003)



L'Asie centrale et la Transcaucasie ont de tout temps occupé une position stratégique sur la route de la Soie qui reliait l'Europe et l'Asie, et par laquelle s'échangeaient toutes sortes de marchandises. Cette région frontalière de grands pays comme la Russie, la Chine, l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie n'a pas perdu de son importance : depuis qu'on y exploite les ressources pétrolières et gazières de la Caspienne, elle suscite un intérêt croissant en tant que nouvelle région productrice d'énergie.

Treize années ont passé depuis l'effondrement de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance des pays de la région en 1991. Durant cette période, les pays richement dotés en ressources naturelles ont connu un développement économique soutenu. Ceux qui ont amorcé dès le début leur transition vers une économie de marché s'adaptent peu à peu à la mondialisation de l'économie. Mais certains pays de la région conservent un système politique et économique fermé, et d'autres ont sombré dans la guerre civile après l'indépendance. Ainsi, divers niveaux et rythmes de développement coexistent au sein de la région.

Durant l'ère soviétique, le gouvernement de Moscou exerçait un rôle fort et imposait une nette division du travail entre ces différents pays. En conséquence, beaucoup d'entre eux ne possèdent pas les capacités institu-

tionnelles élémentaires pour s'établir en tant que nations indépendantes. Parmi les enjeux communs à ces pays, citons l'abandon complet de l'ancien système, la mise en place de structures démocratiques et l'évolution vers une économie de marché. Tous sont également confrontés à l'insuffisance de ressources humaines qualifiées pour mener à bien ces réformes. En outre, les populations des zones rurales sont durement touchées par le chômage et la pauvreté engendrés par la crise économique qui a accompagné l'accession à l'indépendance. Ce phénomène s'observe non seulement dans les pays où les progrès de l'économie sont lents, mais aussi dans ceux qui ont atteint un niveau assez avancé de développement économique.

Les efforts d'aide de la JICA portent sur le conseil en matière de politiques et sur le développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché et la modernisation de l'infrastructure* de base, compte tenu du stade de développement de chaque pays. L'héritage soviétique reste très présent dans les domaines de l'éducation, de la santé et des soins médicaux, qui accusent un retard de développement. Enfin, des problèmes comme la pollution de l'environnement, qui n'étaient pas pris en compte durant l'ère soviétique, sont désormais intégrés dans les programmes d'aide.

État actuel du développement régional

■ Pays traversés par la route de la Soie

L'Asie centrale se compose de cinq pays – Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan – alors que la Transcaucasie n'en compte que trois : Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie. Au cœur de l'Eurasie, ces deux régions couvrent 4,2 millions de km² et regroupent environ 70 millions d'habitants.

Elles sont situées à un emplacement stratégique sur l'artère commerciale traditionnellement appelée « la route de la Soie » qui reliait l'Orient et l'Occident. La partie nord a été le théâtre de conflits territoriaux permanents entre populations nomades. Dès les années 1920, les pays de la région, qui étaient sous le joug de l'Empire russe au XIXe siècle, ont été intégrés à l'Union soviétique, mais ils ont retrouvé leur indépendance avec l'effondrement du bloc communiste en 1991.

Des peuples d'origines ethniques diverses, parmi lesquels des Iraniens, des Turcs et des Mongols, habitent la région depuis toujours. Des Russes et d'autres Slaves s'y sont établis au début de l'époque moderne, et durant l'ère soviétique, des Allemands et des Nord-Coréens y ont été déportés. Cette région se caractérise aujourd'hui par une structure ethnique complexe.

Sur le plan religieux, l'Islam a repris pied dans les cinq pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan ; toutefois, chacun de ces pays a opté pour des institutions laïques, et le Coran n'y est pas interprété avec autant de rigueur que dans les pays fondamentalistes. L'Arménie et la Géorgie sont quant à elles dominées par le christianisme de l'Église orthodoxe, et elles ont toutes deux une langue, une culture et des caractéristiques propres.

■ Vers une véritable autonomie

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie doivent s'adapter au démantèlement des structures héritées de l'Union soviétique et instaurer des systèmes dignes de nations indépendantes. Les indicateurs de base relatifs à l'éducation, à la santé et aux soins médicaux, et aux services sociaux sont généralement plus élevés que ceux des autres pays en développement (PED). Depuis l'indépendance toutefois, l'inefficacité du système d'économie planifiée de l'ère soviétique est de plus en plus flagrante. La détérioration des installations et des équipements, un contrôle de la maintenance inadéquat et des ressources énergétiques insuffisantes, ainsi que la perte de marchés résultant de l'effondrement du système, ont conduit au chaos économique et social. Aussi la priorité pour ces pays est-elle de mettre en place un système et des structures justifiant le statut de véritables nations indépendantes.

Tous ces pays poursuivent leurs efforts pour passer d'une économie planifiée à une économie de marché. Cependant, plus de treize ans après l'indépendance, il est évident qu'ils

progressent dans cette voie à des rythmes différents. Le produit national brut (PNB) de la plupart d'entre eux n'a pas retrouvé son niveau d'avant l'indépendance. Pour que l'économie de ces pays puisse se relever et les conditions de vie de leur population s'améliorer, la reconstruction économique doit aller de pair avec le renforcement des institutions.

■ Situations diversifiées sur les plans économique et politique

Ces pays présentent de fortes disparités en termes de développement économique selon les structures politiques qu'ils ont adoptées ou la richesse des ressources naturelles présentes sur leur territoire. Le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et les trois pays de la Transcaucasie progressent résolument vers la libéralisation des prix, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation, la libéralisation des échanges et d'autres types de réformes structurelles, conformément aux prescriptions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan enregistrent une croissance régulière grâce à l'exploitation du pétrole de la Caspienne. L'Ouzbékistan et le Turkménistan s'écartent pour leur part des programmes radicaux de la Banque mondiale et du FMI et suivent chacun leur voie propre. En octobre 2003, l'Ouzbékistan a fini par se conformer aux exigences de l'Article VIII des statuts du FMI, problème qui était en suspens. Il lui reste désormais à activer la libéralisation de son économie et à mettre en place un environnement plus favorable aux investissements étrangers. Le Kirghizistan souffre d'un endettement massif et doit s'atteler à la reconstruction de son économie et de son système financier. Après des années de guerre civile et une reconstruction difficile, le Tadjikistan a engagé des réformes économiques dans une



Véhicule permettant d'effectuer des contrôles de santé à Semipalatinsk, au Kazakhstan

optique de développement durable*.

L'agriculture est le principal secteur d'activité dans cette partie du globe, et les cultures correspondent aux conditions climatiques et naturelles des différentes régions. Dotée d'un climat généralement sec, l'Asie centrale a lancé des réformes structurelles afin de remplacer la monoculture du coton héritée de l'ère soviétique, qui s'appuyait sur des systèmes d'irrigation à grande échelle. La Transcaucasie bénéficie d'un climat méditerranéen. Ces régions possèdent d'importants gisements – pétrole, gaz naturel et métaux rares – et l'industrie de première transformation y est bien développée. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan ont entrepris d'exploiter leurs ressources énergétiques, très abondantes (pétrole pour les deux premiers, gaz naturel pour le troisième), et elles ont multiplié les débouchés à l'exportation. Dépourvue de ressources minérales, la Géorgie s'efforce de jouer un rôle dans le transport d'énergie à destination de l'Europe.

Sur la scène internationale, presque tous ces pays, à l'exception du Tadjikistan notamment, avaient pris leurs distances vis-à-vis de la Russie. En juin 2001, quatre pays d'Asie centrale – le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan – ont créé avec la Chine et la Russie l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Les pays membres se sont entendus pour entretenir des relations de

bon voisinage, coopérer dans des domaines tels que la politique et l'économie, et conjuguer leurs efforts en faveur de la sécurité et de la stabilité dans la région. Les événements du 11 septembre 2001 et l'opération aérienne en Afghanistan ont marqué un tournant dans la région en termes de sécurité nationale. Satisfaits de voir s'éloigner la menace représentée par les Taliban et d'autres groupes islamistes radicaux, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont autorisé les troupes américaines et européennes à se positionner sur leur territoire, ce qui a eu pour effet de renforcer leurs relations respectives avec les États-Unis. Le Turkménistan, qui a opté pour une politique de neutralité et a été doté d'un statut de neutralité permanente à l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1996, a choisi une voie plus indépendante ; ceci a conduit à son isolement international dans de nombreux domaines.

En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie resserrent leurs liens avec l'Occident, notamment dans le cadre du développement pétrolier, alors que l'Arménie se tourne vers la Russie, plus particulièrement pour des questions de sécurité. Enfin, l'Azerbaïdjan et l'Arménie continuent de se disputer l'enclave du Nagorno-Karabakh. En Géorgie, où un nouveau président a été élu en janvier 2004, les efforts en faveur de la reconstruction du pays ont commencé.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

■ Soutien aux efforts d'autonomie des nouveaux États indépendants

En juillet 1997, Ryutaro Hashimoto, alors premier ministre du Japon, a présenté sa politique de promotion des relations diplomatiques avec l'Asie centrale et la Transcaucasie, qui forment la région de la route de la Soie. Le Japon renforçait ainsi son aide sur le plan économique et en matière de valorisation des ressources, l'accent étant mis sur la coopération technique. Pour favoriser le développement autonome de cette région, la JICA fait porter ses efforts sur quatre domaines : 1) appui à la transition vers une économie de marché ; 2) modernisation de l'infrastructure socioéconomique ; 3) coopération dans les secteurs sociaux tels que la santé, les soins médicaux et l'éducation et 4) protection de l'environnement.

L'aide dans le premier domaine s'est traduite par des conseils sur le plan de la macroéconomie et des politiques de planification du développement économique, des plans directeurs sur des thèmes particuliers tels que les systèmes bancaires et la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et enfin, une coopération technique massive. Pour ce qui est de l'infrastructure socioéconomique, la JICA a contribué à la modernisation de voies ferrées, de routes, d'aéroports et de réseaux de distribution d'eau. Sur le plan

social, la région bénéficie de réformes institutionnelles dans le domaine de la santé et des soins médicaux, et d'un soutien aux politiques concernant les réformes éducatives et la maintenance des équipements. Enfin, la JICA assure un appui technique en matière de protection de l'environnement et elle fournit son aide dans des secteurs d'activité de base tels que l'agriculture et l'industrie minière.

Au Tadjikistan, la coopération se limitait à l'accueil de stagiaires dans le cadre du soutien à la démocratisation et à la transition vers une économie de marché. Toutefois, la paix qui a succédé à la guerre civile progresse et la sécurité intérieure est rétablie depuis la chute des Taliban chez le voisin du sud, l'Afghanistan, pays avec lequel le Tadjikistan entretient d'étroites relations. La JICA a donc entrepris d'étendre sa coopération, et commencé à envoyer du personnel en 2002. Elle envisage de contribuer à la réduction de la pauvreté et de soutenir les secteurs sociaux dans ce pays dont l'économie a été laminée par la guerre civile.

On notera que la JICA a créé des Centres Japon* en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Ces centres proposent en permanence des cours de gestion afin de former des ressources humaines capables d'accompagner la transition vers une économie de marché. Ils dispensent également des cours de japonais et des informations sur le

Japon pour mieux faire connaître ce pays au niveau local.

■ Récapitulatif des domaines prioritaires

Après dix ans d'indépendance, de nettes différences ont commencé à se dessiner dans la région en termes d'évolution et de priorités. C'est ce qui est ressorti de l'étude menée sur un an par le groupe d'étude sur l'aide au développement à l'Asie centrale, mis en place en 1999 par la JICA afin de déterminer les domaines prioritaires et d'apporter une aide ciblée à l'Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. L'aide s'est concentrée récemment sur la réduction des disparités économiques qui ne cessent de croître entre zones rurales et grandes villes ou capitales dans chaque pays. L'accent est mis notamment sur la coopération en faveur du développement régional et sur l'extension des activités des volontaires aux zones rurales.

■ Efforts accrus pour renforcer la sécurité

La région se caractérise par une structure ethnique et religieuse complexe. La situation politique instable résultant de l'effondrement de l'Union soviétique a donné naissance dans certaines parties de la région à des activités terroristes, des guerres civiles et des affrontements. En dépit d'une légère amélioration ces dernières années, la plus grande vigilance est de rigueur, eu égard aux activités des mouvements fondamentalistes musulmans. Avant d'étendre son aide dans la région, la JICA prévoit d'accorder une attention particulière à la situation sécuritaire et aux mesures à adopter.

Sur le
Terrain

● Ouzbékistan Soutien à l'essor du tourisme

Mise en valeur du patrimoine architectural

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

La ville-musée de Khiva

Un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) a été envoyé en mission auprès de l'office du tourisme de Khiva, une ville située à 750 km à l'ouest de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan. Il y a plus de vingt siècles, Khiva était une oasis prospère sur la route de la Soie. Les Ouzbeks la conquièrent et en firent la capitale d'un khanat au XVII^e siècle ; une double enceinte fut érigée pour protéger la cité florissante qu'elle était devenue des invasions étrangères. La vieille ville (Itchan Kala) située à l'intérieur des remparts, assez bien préservée, est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Itchan Kala est une source de revenus importante pour la municipalité de Khiva, dont le tourisme est la seule industrie.

Depuis l'indépendance de l'Ouzbékistan, les étrangers peuvent séjourner à Khiva, ce qui n'était pas permis auparavant. Les possibilités d'hébergement touristique se sont multipliées en conséquence, mais la qualité des services

ne répond pas encore aux standards internationaux adaptés à une clientèle étrangère.

Le sens de l'hospitalité au service du tourisme

Afin d'améliorer la situation, le JOCV a fait venir un expert travaillant dans l'industrie hôtelière japonaise. Durant trois semaines, ce dernier a donné des conférences et dispense des formations pratiques aux personnes chargées de l'accueil des touristes à Khiva. Chaque conférence a rappelé l'importance de l'hospitalité. L'expert japonais a passé deux nuits consécutives dans divers établissements de Khiva ; à chaque fois, il a dispensé des conseils pratiques aux stagiaires pour l'inspection des installations, la restauration et la gestion des tâches quotidiennes de la profession.

Si la promotion du tourisme à Khiva se heurte encore à de nombreux problèmes, nous nous employons à faire de cette ville une destination attrayante pour les touristes du monde entier. Les



Un expert venu du Japon donne une conférence

efforts conjugués du JOCV, de l'expert issu du secteur privé et des habitants de Khiva constituent déjà un immense progrès. En poursuivant ses activités avec l'aide de la population, le JOCV contribuera à l'accroissement du tourisme dans la cité de Khiva.

(Bureau de la JICA en Ouzbékistan)